

Lons Le Saunier, le 22 juillet 2014.



Communiqué de presse

VVL de Lamoura : NON à la fermeture ! Les pouvoirs publics doivent réagir !

Dès 2011, la CGT, avec sa section syndicale du Village Vacances de Lamoura, avait interpellé les pouvoirs publics : Etat, Région, Département, Communauté de communes, afin de trouver une solution. Pour mémoire, ci-joint, nos deux communiqués de 2011.

Tout au long des différentes procédures, nous avons continué d'alerter sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour que le VVL puisse être repris par une structure publique (la région par exemple), avec un partenariat Etat/région/département/communes.

Pour autant, même s'il y a eu de beaux discours des uns et des autres, rien n'a été réellement concrétisé, et le choix du privé a été fait.

Nous voyons maintenant le résultat ! D'abord une baisse progressive de la fréquentation, donc des touristes sur le Haut Jura, et maintenant un redressement judiciaire avec fermeture de l'établissement. Comme l'indique le maire de Lamoura (cf Le Progrès du 22/07/2014), c'est une catastrophe pour le secteur Lamoura/Les Rousses, mais aussi pour les communes et la société SOGESTAR, gestionnaire du domaine skiable, qui ont investi des millions d'euros ces dernières années : pistes de ski, équipements divers ...

La CGT demande aux pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour reprendre le VVL. Le Haut Jura dispose avec le VVL d'un bel outil qu'il ne faut pas laisser fermer ou démanteler : 500 chambres, salle de spectacle, piscine etc. ... Ce VVL est en capacité d'accueillir des touristes, mais aussi des groupes, des congrès, de grosses manifestations.

Concernant la situation sociale des salarié-es : Lors de l'arrivée de Hôtels et Résidences, la plupart des salarié-es relevant de la Fonction Publique ont quitté l'établissement pour rejoindre le Centre de gestion. Remplacés par du personnel de droit privé, le bilan social du retrait du SIVVL s'annonce catastrophique pour les salarié-es qui vont se retrouver privé d'emploi ! Le Haut Jura n'a pas besoin de cela.

Plutôt que d'investir de manière hasardeuse dans un éventuel « Center Parcs » sur Poligny, en investissant pour le privé (Pierre et Vacances), dès maintenant le Conseil Général du Jura, le Conseil Régional de Franche Comté et les Communautés de Communes peuvent décider, de s'impliquer financièrement pour sauver le VVL, y compris avec les communes du SIVVL qui sont d'accord pour maintenir la structure. Cela permettrait de garder une structure financée par des fonds publics, gérée par le public, dans l'intérêt du tourisme social, une forme de tourisme qui a toujours été appréciée au VVL.

Raphaëlle MANIERE,
Secrétaire Générale de la CGT du Jura
06.83.13.96.68